Lutte antiterroriste : des évolutions nécessaires pour s'adapter à la menace

entretien

Avec **Stéphane Berthomet**, analyste spécialisé sur les affaires policières, de terrorisme et de sécurité intérieure, codirecteur de l'Observatoire sur la radicalisation et l'extrémisme violent (Canada), chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), chercheur associé au Centre interuniversitaire de recherche sur les relations internationales du Canada et du Québec, et auteur de *La Fabrique du djihad : radicalisation et terrorisme au Canada* (Edito, septembre 2015).

Photo ci-dessus :
Depuis les attentats du 11-Septembre, les coûts de lutte contre le terrorisme se sont envolés. Selon un spécialiste américain des questions budgétaires de sécurité, les États-Unis y consacreraient 100 milliards de dollars par an, soit 314 dollars par Américain. Ces dépenses, qui en font le premier contributeur mondial dans le domaine, seraient selon le SIPRI supérieures à celles cumulées de la Chine, la Russie, l'Arabie saoudite, la France, le Royaume-Uni, l'Inde et l'Allemagne. En comparaison, hors coût des interventions militaires françaises à l'étranger, la France dépenserait 1,77 milliard d'euros par an. (© Shutterstock)

Vous avez participé à la lutte antiterroriste en France à partir de 1996. Quelles différences notez-vous principalement avec ce qui se passe aujourd'hui ?
Stéphane Berthomet : Pour résumer, le domaine de la lutte antiterroriste est encore plus complexe qu'il ne l'était à l'époque. Pourtant, nous pensions alors que nous étions déjà face à une situation plus compliquée qu'elle ne l'était une ou deux décennies auparavant. Autour des années 1990, schématiquement, nous sommes passés d'un terrorisme international dont les réseaux étaient structurés et organisés – à l'image des groupes terroristes pro-palestiniens – à une nouvelle forme de terrorisme, basée sur des réseaux beaucoup plus organiques, dont les membres se rapprochaient les uns des autres en raison de leurs parcours personnels, au-delà de l'idéologie commune, à l'image des groupes qui s'étaient constitués autour de Safé Bourada et Khaled Kelkal en 1994, en vue de préparer les attentats de 1995 en France, qui venaient de la banlieue lyonnaise. Cependant, encore à l'époque, ces structures étaient mises en place par des « chefs de réseaux » envoyés depuis l'étranger pour organiser les campagnes d'attentats, comme Ali Touchent, *alias* Tarek. Quoiqu'évoluant vers une certaine déstructuration, le schéma de ces réseaux demeurait relativement compréhensible. Aujourd'hui, les réseaux sont encore plus dématérialisés et sont devenus des alliances ponctuelles d'individus dans des circonstances de plus en plus difficiles à comprendre et à analyser, sans compter qu'ils viennent parfois former des liens un peu surprenants avec des réseaux terroristes plus anciens. Composés, de plus en plus souvent, d'individus qui s'autoradicalisent, agissant avec peu de soutien financier et organisationnel, ils sortent des schémas traditionnels connus des services antiterroristes. On voit par exemple apparaître des liens entre les auteurs des attentats commis à Paris en janvier 2015 et les organisateurs des réseaux de 1995, comme Djamel Beghal.

Forgé par l'administration américaine du président George W. Bush lors de ses campagnes militaires à la suite des attentats du 11-Septembre, le terme de « guerre contre le terrorisme » n'est plus utilisé depuis l'élection de Barack Obama. Au lendemain des attentats de novembre à Paris, puis de ceux de Bruxelles, le Premier ministre Manuel Valls a pourtant déclaré que « nous sommes en guerre ». En quoi ces deux postures diffèrent-elles ?

Selon moi, il n'y a pratiquement aucune différence entre la guerre de George W. Bush, à l'époque critiquée par la France, et celle dont parlent aujourd'hui Manuel Valls et le président François Hollande. Elles dénotent une même vision qui, dans sa sémantique comme dans son approche, constitue une erreur stratégique majeure. D'une part, il n'y a pas de différence de fond entre la réaction des Américains après le 11 septembre 2001 et celle des Français aujourd'hui, qui ont répondu immédiatement après les attentats de Paris par des attaques aériennes contre le groupe État islamique. D'autre part, les mesures prises par la France dans le domaine criminel et législatif ressemblent étrangement au *Patriot Act* (1) qui a été mis en place au États-Unis. Nous sommes donc dans la même logique de surenchère, qui ne s'embarrasse pas d'une analyse fine. En déclarant que nous sommes en guerre contre ces individus, et en adoptant une réponse de guerre, nous nous plaçons dans une confrontation avec eux d'égal à égal. En les élevant au rang de soldats, nous accordons à ces terroristes un statut qu'ils recherchent précisément. À cause de ce qui n'est qu'une posture politique, nous contribuons à alimenter la narration djihadiste qui prétend que Daech mène une guerre contre l'Occident. Et c'est précisément en érigeant nos adversaires en hérauts du djihad que nous contribuons à leur stratégie médiatique. C'est parce que les Américains ont fait, entre autres, ce type d'erreur, que les stratégies de lutte antiterroriste depuis le 11-Septembre n'ont pas donné les résultats escomptés.

> *« En les élevant au rang de soldats, nous accordons à ces terroristes un statut qu'ils recherchent précisément. À cause de ce qui n'est qu'une posture politique, nous contribuons à alimenter la narration djihadiste qui prétend que Daech mène une guerre contre l'Occident. »*

Malheureusement, nous continuons à nourrir cette surenchère. Prenons l'exemple de l'état d'urgence décrété par François Hollande. Cela aurait dû être une mesure provisoire, qui pouvait constituer une réponse adaptée dans les heures suivant une attaque de cette ampleur-là. Mais, plus cela dure, plus cela devient inadéquat et contre-productif. On le voit par exemple dans le nombre de milliers de perquisitions qui ont été menées pour seulement quelques dossiers instruits en rapport avec des faits de terrorisme. À mon sens, cette mesure disperse les forces vives de la lutte antiterroriste qui doivent être consacrées aux enquêtes selon les méthodes « classiques », qui ont fait leurs preuves, plutôt que de demander aux préfets de chasser les terroristes… On le voit d'ailleurs bien, les avancées récentes dans les investigations sur les attentats de Paris en janvier et novembre, aussi bien en France qu'en Belgique, sont le fruit du travail des enquêteurs antiterroristes et non des actes administratifs ordonnés ici et là.

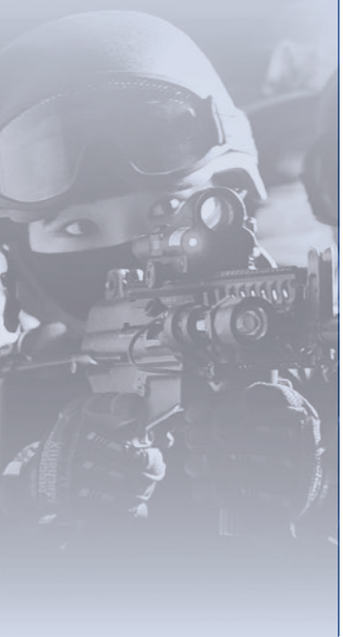
In fine, cette logique de guerre, cette apparence de combat sur tous les terrains, à tous les niveaux, avec les plus hauts moyens possibles, devient la preuve de notre inefficacité et de notre incapacité à trouver des solutions à la question que nous pose le terrorisme. En utilisant ce type de discours, nous nous mettons dans une situation où nous n'avons plus le droit à l'échec. Et si l'échec n'est pas permis, alors nous sommes condamnés à la surenchère, ce qui conduit le gouvernement à prolonger l'état d'urgence simplement pour ne pas avoir l'air de faiblir face à la menace. Le Premier ministre Manuel Valls a d'ailleurs déjà évoqué la possibilité que cet état d'urgence dure encore et encore, et je crois qu'il durera très vraisemblablement jusqu'à la fin du mandat de François Hollande. Cette logique est dans le droit fil des mesures prises depuis deux ou trois décennies en France, qui sont le fruit de calculs politiques de la part de dirigeants qui gèrent leur image et leur carrière, parfois au détriment de la sécurité des Français.

Photo ci-dessus :
Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, rencontre Barack Obama lors d'une visite d'État. Alors que l'exécutif français rappelle régulièrement que la France est en guerre contre le terrorisme, le Premier ministre canadien rejette cette idée de « guerre » en rappelant que, par définition, une guerre peut être gagnée par une partie ou l'autre, alors qu'il n'y a en fait « aucune voie par laquelle l'État islamique peut gagner contre l'Occident ». De son côté, le président américain réfute le terme de « guerre globale contre le terrorisme » depuis son élection.
(© Xinhua/Yin Bogu)

En 2015, la France a été touchée par plusieurs attaques terroristes. Si le risque zéro n'existe pas, peut-on dire qu'il y a eu des failles au sein du dispositif antiterroriste français ?

À la lumière des nombreux événements qui se sont produits ces derniers temps, et des informations qui ont été révélées au cours d'enquêtes policières ou journalistiques, il faut reconnaître qu'il y a eu des failles dans le système de réponse antiterroriste en France. Il y a toujours des dysfonctionnements dans des dispositifs qui sont censés garantir une sécurité maximale, parce que ce n'est pas une science exacte. Dans la lutte antiterroriste, nous travaillons sur de la matière humaine, du renseignement, de l'échange d'information et tout cela est éminemment complexe à manipuler. Il y a toujours une zone d'ombre ou une marge d'erreur. La faute des politiques, c'est justement de savoir que le système policier ne peut pas être totalement étanche, et pourtant de ne s'en remettre qu'à lui pour assurer la protection des Français.

La lutte antiterroriste



La question sous-jacente, et qui est plus intéressante, est donc de savoir pourquoi le dispositif antiterroriste français, et les services européens dans leur ensemble, ont été placés dans une situation impossible, se retrouvant seuls à contenir la menace. En effet, en amont, l'aspect politique et les dispositifs de prévention ont été complètement écartés au cours des trente dernières années. Aucune solution politique n'a été apportée à des problématiques lourdes qui conduisent à la radicalisation, qui conduit elle-même au recrutement terroriste, et donc à un possible attentat... Et aujourd'hui, on tiendrait les services antiterroristes pour seuls responsables de la situation ? Ce n'est pas comme cela que doit fonctionner une démocratie. Tous les échelons doivent faire leur part de travail et malheureusement, cela n'a pas été le cas. Pour employer une image sportive, je dirais qu'on a mis le système français dans la situation où l'on ne compte pas sur l'attaque ou la défense (ou très peu), et où l'on mise tout sur le gardien de but, en espérant qu'il n'en prenne aucun. Or, on sait que statistiquement, c'est impossible. Tout miser sur le dernier rempart démontre un manque flagrant de stratégie et de vision à moyen et long terme.

Cette situation est-elle spécifique à la France ?

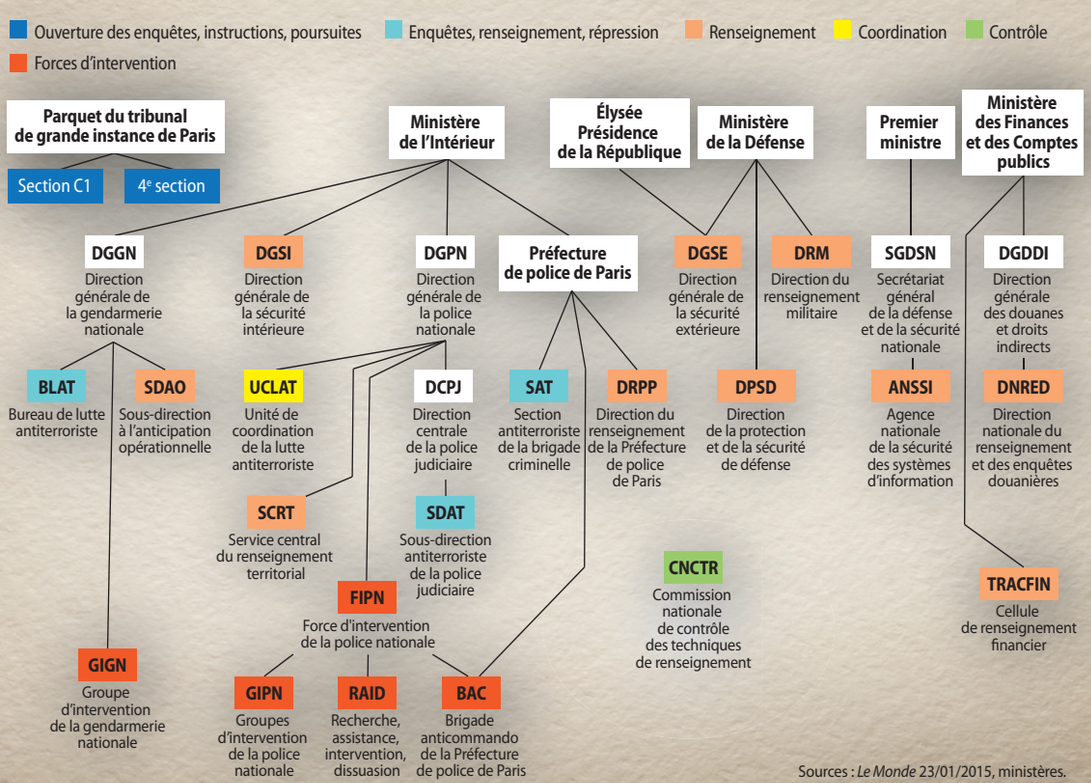
C'est aussi le cas dans un certain nombre d'autres pays. Cependant, d'autres États ont eu une démarche beaucoup plus proactive, comme l'Espagne face à la menace liée à ETA-militaire, l'organisation terroriste basque-espagnole. Mais dans l'ensemble, il faut reconnaître un vrai manque de vision, particulièrement en France et en Belgique. Et ce n'est pas un hasard. Ce sont les deux pays qui sont soumis aux problématiques sociales les plus complexes (chômage, problèmes de banlieues, criminalité organisée installée durablement dans les cités, réseaux criminels actifs), qui au départ n'ont rien à voir avec le terrorisme, mais qui les exposent désormais le plus à cette menace-là. C'est sur ce terreau que s'est développée la situation dans laquelle nous nous trouvons. Les politiques français ont échoué en ne travaillant pas sur ce terrain, c'est évident. D'Al-Qaïda à Daech, les organisations terroristes ont, quant à elles, très bien su utiliser ces faiblesses dans leurs campagnes de propagande.

> *« Au cours des trente dernières années, aucune solution politique n'a été apportée à des problématiques lourdes qui conduisent à la radicalisation, qui conduit elle-même au recrutement terroriste, et donc à un possible attentat... Et aujourd'hui, on tiendrait les services antiterroristes pour seuls responsables de la situation ? »*

Outre l'état d'urgence que vous avez déjà abordé, que pensez-vous des autres mesures prises par le gouvernement français ? Sont-elles suffisantes ?

Malheureusement, nous avons atteint une situation tellement complexe qu'il a fallu en arriver à des mesures comme l'état d'urgence ou la loi sur le renseignement. Mais je ne crois pas que cela résoudra le problème. La plupart des mesures annoncées ne sont que des mesures d'endiguement, qui ne vont pas soigner le mal à la racine. Certes, on constate quelques avancées, notamment avec la mise en place des centres de prévention, ou le plan de lutte contre la radicalisation. Ces mesures sont indispensables, mais il y a beaucoup à faire en amont. En effet, on parle tellement de « déradicalisation » qu'on en oublie presque que c'est à l'étape précédente, contre l'endoctrinement et la propagande radicale, qu'il faut lutter pour empêcher les jeunes d'adhérer à une idéologie qui les conduit sur le chemin du djihad terroriste.

Architecture de la lutte antiterroriste en France



Sources : *Le Monde* 23/01/2015, ministères.

En l'état actuel des choses, nous devons considérer que la France a perdu au moins une bataille contre le terrorisme en 2015. Il faut accepter cette défaite et remettre les choses à plat. Il faut aussi se dire qu'une bataille ne se perd jamais au moment de l'affrontement, mais toujours en amont, lors des préparatifs et de l'élaboration de la stratégie. Nous devons donc nous préparer dès maintenant pour la prochaine bataille.

Le Premier ministre belge, Charles Michel, qui regrette l'absence d'harmonisation du renseignement sur le plan européen, a déclaré qu'il fallait une CIA européenne. Que pensez-vous d'une telle proposition ?

Je ne suis pas favorable à l'idée. Cela reviendrait à dire que quand quelque chose n'a pas fonctionné entre des services qui sont normalement bien organisés et compétents, il faut créer un « super service » qui les chapeaute. Je crois que les problèmes dans l'échange d'information, entre les services belges et français et peut-être d'autres, sont avant tout dus à une question de volonté. Nous avons pu le voir à plusieurs reprises, que ce soit pour l'attaque de *Charlie Hebdo* ou celle du Bataclan : les services de renseignement n'aiment pas partager leurs informations. Ne serait-ce qu'entre les services d'un même pays, comme en France, on constate des dysfonctionnements de ce point de vue. Chaque service souhaite conserver pour lui l'information parce qu'elle est un moyen de garder la main sur le dossier et donc de faire valoir la compétence du service en gérant des carrières, parfois au mépris de l'intérêt collectif. C'est cela qu'il faut briser. Pour ce faire, il faut remplacer des personnes qui n'ont peut-être plus la bonne vision de ce qu'est la lutte antiterroriste aujourd'hui. Il faut des responsables qui vont mettre l'intérêt général au plus haut niveau et partager de l'information sans état d'âme et sans désir de garder le contrôle sur quoi que ce soit.

> *« S'il y a quelque chose à faire [en matière de renseignement], ce n'est sûrement pas construire une structure encore plus lourde et administrative, mais justement briser ce moule ancien et retrouver une certaine flexibilité, une capacité de réaction et une compréhension fine de la réalité du terrain. »*

Quand j'étais conseiller technique pour Synergie-Officiers (2), j'ai participé au travail de réflexion sur la réforme des services antiterroristes impliquant la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG), la Division nationale antiterroriste (DNAT), la Direction de la surveillance du territoire (DST) et les Renseignements généraux de la préfecture de police de Paris (RGPP). J'étais favorable, à l'époque, au fait que l'on regroupe ces services dans une grande centrale qui ferait aussi du renseignement car je pensais, comme d'autres, que ce regroupement apaiserait la concurrence extrêmement forte entre les services. Cette compétition avait en effet abouti à certains refus de communication ou certaines actions nuisant à l'action d'un autre service. L'exemple – parmi d'autres – bien documenté de la façon dont les investigations sur l'assassinat du préfet Érignac, en Corse, ont été conduites est symptomatique de ce problème. Nous pensions alors que le rassemblement des services allait générer une plus grande efficacité par une mutualisation des moyens et des compétences. Malheureusement, ce ne fut pas le cas, et les « chapelles » sont restées des « chapelles » au sein des différents services intégrés à la nouvelle structure.

Photo ci-contre :
Au lendemain des attentats de janvier 2015, l'armée a été déployée sur le territoire français dans le cadre de l'opération « Sentinelle » pour protéger les lieux qui constituent des cibles potentielles d'attaques terroristes. Un an plus tard, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, annonçait que cette opération militaire de protection était indispensable et qu'elle serait maintenue « tant que nécessaire ». De nombreux observateurs regrettent que ces 10 000 soldats soient employés ainsi comme simples « vigiles », au détriment de leur temps de formation, d'entraînement et de repos, dans un contexte où l'armée est par ailleurs engagée dans de multiples opérations extérieures, tandis que son budget reste très contraint. (© Frédéric Legrand/COMEO)

Vous estimez donc que la « guerre des services » nuit à la lutte antiterroriste ?

On ne peut que constater que cette « guerre des services » a eu lieu, notamment au milieu des années 1990, au moment des attentats du Groupe islamique armé (GIA) en France. Plusieurs voix, notamment d'anciens des services concernés, se sont élevées et s'élèvent encore pour dénoncer cette « guerre des polices » qui dure depuis des décennies. Dans la mesure où les chefs des différentes structures sont restés en place lors du regroupement des services, le mode de fonctionnement est resté le même, mais dans une superstructure.

Certes, ce regroupement a permis d'unifier les forces, ce qui n'est pas négligeable quant à la capacité de travail sur des dossiers toujours très volumineux et voraces en hommes et en temps. Mais cela semble avoir affaibli notre capacité à collecter le renseignement de terrain, une mission auparavant dévolue aux Renseignements généraux. Il apparaît maintenant assez clair qu'il y a eu une sorte de « décrochage » à un moment

La lutte antiterroriste

donné sur le suivi et la surveillance de certains des individus impliqués dans les attentats de Paris (3), une mission qui aurait relevé, avant la réforme, des Renseignements généraux et des services territoriaux. D'autre part, l'analyse du renseignement reste toujours le parent pauvre de la lutte antiterroriste alors que, face à des mouvements de plus en plus complexes, il ne faut pas se contenter de collecter l'information, il faut aussi l'analyser, la comprendre, pour essayer d'identifier et d'anticiper les tendances. Pour ma part, j'estime qu'il faudrait nommer de jeunes responsables policiers qui ne soient plus les chefs d'antan, qui soient prêts à partager l'information, et qui connaissent les nouveaux réseaux issus de la petite criminalité. S'il y a quelque chose à faire, ce n'est donc sûrement pas construire une structure encore plus lourde et administrative, mais justement briser ce moule ancien et retrouver une certaine flexibilité, une capacité de réaction et une compréhension fine de la réalité du terrain.

> *« Il faut penser global et agir local pour avoir un début de solution aux problématiques terroristes. »*

Depuis les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis, d'importantes sommes d'argent sont consacrées dans le monde à la sécurité et à la lutte antiterroriste. Pourtant, la menace semble plus forte que jamais. Selon vous, quelles seraient les mesures nécessaires pour rendre la lutte antiterroriste efficace et adaptée aux menaces actuelles ?

Évidemment, ce n'est pas parce que l'on met beaucoup d'argent dans la lutte antiterroriste que nous serons automatiquement mieux protégés. Il faut surtout rappeler que dans la décennie qui vient de s'écouler, période pendant laquelle il n'y a pas eu d'attentat en France, on a continuellement baissé les effectifs et les moyens des services antiterroristes. À la Direction centrale de la Police judiciaire dans les années 2000, c'était inimaginable : nous n'avions pas assez de voitures pour aller en mission, pas assez d'armes collectives, et il a fallu se plaindre et faire intervenir les syndicats pour obtenir des gilets pare-balles convenables pour tout le monde. C'était encore, à la division nationale antiterroriste, le résultat direct d'une guerre des chefs qu'il serait trop long d'expliquer ici, mais qui était bien réelle. Et dans la logique des responsables français, tant qu'il ne se passe rien en termes d'attentats, on peut enlever des moyens ici pour les donner ailleurs. Mais en réalité, il n'y a pas d'attentat justement parce que les services sont opérationnels, fonctionnels et ont les moyens de faire leur travail.

Donc il faut continuer, même pendant ces périodes d'accalmie, à mettre des moyens et oui, il faut continuer à renforcer les effectifs et ne pas les affaiblir dès que la menace semble diminuer. Il faut maintenir le niveau de qualité opérationnelle des services et chercher à comprendre les nouvelles menaces qui ne vont pas manquer de se présenter. Aujourd'hui, il faut aussi et surtout travailler sur les facteurs de la menace que sont : la radicalisation ; la capacité des groupes terroristes à recruter, par les réseaux sociaux notamment ; la situation chaotique de pays tels que la Syrie, la Libye ou l'Irak, devenus des foyers de recrutement et d'entraînement comme ont pu l'être précédemment la Bosnie ou l'Afghanistan. Et on s'éloigne là, évidemment, du seul domaine policier. Il faut penser global et agir local pour avoir un début de solution aux problématiques terroristes. Agir local, c'est par exemple être actif, comme ce fut le cas dans les années 1990, dans tous les domaines connexes au terrorisme, à savoir le trafic d'armes, les faux papiers (qui sont l'un des noyaux durs des réseaux terroristes) et le financement. En travaillant activement sur ces infractions connexes, ou en collectant de l'information sur les réseaux qui y sont liés, on se donne la possibilité de travailler de façon plus transversale et plus efficacement pour attaquer les filières terroristes sous d'autres angles.

En quoi la lutte contre l'endoctrinement et la déradicalisation constitue-t-elle aujourd'hui un enjeu de la lutte antiterroriste ? Quelles sont les mesures à mettre en œuvre dans ce domaine ?

Il faut revenir sur le fait que la situation actuelle en France est le fruit d'une très lente et longue dégradation qui s'est produite sous nos yeux, alors que de nombreux experts tiraient des sonnettes d'alarme, que personne ne voulait entendre au niveau politique.

Aujourd'hui, l'endoctrinement et la radicalisation sont au cœur des enjeux de sécurité. Le travail est d'autant plus difficile que nous avons laissé la situation se dégrader. Nous sommes confrontés à une situation d'endoctrinement dans laquelle un nombre de plus en plus grand d'individus sont susceptibles de se radicaliser de façon extrêmement rapide. Il faut donc lutter en faisant de la prévention, en adoptant des mesures sur le plan scolaire afin de favoriser chez les plus jeunes une posture d'esprit critique qui leur permettra de résister à un discours

Pour aller plus loin

Stéphane Berthomet, *La Fabrique du djihad : radicalisation et terrorisme au Canada*, Montréal, Edito, 2015.

Photo ci-contre :
Le 23 février 2016, un homme manifeste devant la boutique Apple de New York, pour soutenir l'entreprise américaine qui refuse de coopérer avec le FBI. Celui-ci souhaitait accéder aux informations contenues dans le téléphone portable du responsable de la tuerie de San Bernardino – ce qu'il a finalement réussi à faire un mois plus tard sans l'aide d'Apple. Prises entre les demandes insistantes des gouvernements qui combattent les groupes terroristes, et le respect de la liberté d'expression et du principe de neutralité, les entreprises du secteur des hautes technologies sont en proie à un véritable casse-tête. (© a katz)

radical. Il faut développer des contre-narrations qui soient au moins aussi efficaces que la narration radicale mise en place par les groupes terroristes. Il est essentiel également – et cela reste encore à faire – de réagir de façon extrêmement ferme à ce qui se passe sur les réseaux sociaux. Ces derniers ne sont peut-être pas le haut lieu du recrutement et de l'endoctrinement, mais ils sont en tout cas celui de la transmission du discours radical et haineux qui conduit à la radicalisation. Nous ne sommes pas assez vigilants sur ces réseaux-là et nous ne contraignons pas assez les sociétés comme Facebook ou Twitter, à être responsables de leurs contenus.

Dans le cadre de la rédaction de mon ouvrage *La Fabrique du djihad*, j'ai justement mené une expérience en créant le profil fictif d'un jeune homme d'une vingtaine d'années sur Twitter et Facebook, qui m'a permis en quelques semaines, et sans le chercher directement, à entrer en contact avec un nombre impressionnant d'individus qui tenaient un discours haineux et incitant au djihad terroriste. Tout aussi rapidement, j'ai pu discuter avec un recruteur djihadiste qui se trouvait en Syrie. C'est inquiétant et très troublant de voir à quel point on peut se voir bombardé de messages radicaux et d'invitations à rejoindre des sites extrémistes qui donnent même des conseils opérationnels sur le terrorisme. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que ces personnes sont également en mesure de donner des indications sur ce qu'il faut faire pour se rendre en Syrie. En quelques jours à peine, j'ai pu discuter avec le terroriste Omar Omsen (4), qui a prodigué à mon personnage fictif des conseils et des instructions très précises pour rejoindre un endroit en Turquie où il aurait été pris en charge pour aller faire le djihad terroriste en Syrie. Le problème, c'est que pour l'instant, il y a encore peu de moyens de détecter ce qui se passe sur les réseaux sociaux.

Justement, quelles sont les demandes de la part des États vis-à-vis de sociétés comme Facebook ? Quelles sont les mesures à mettre en place sur les réseaux sociaux pour se protéger contre de tels phénomènes ?

Facebook et Twitter déclarent lutter contre la radicalisation et les propos haineux. Twitter a d'ailleurs annoncé récemment avoir supprimé 125 000 comptes menaçants ou faisant la promotion d'actes terroristes, principalement liés à Daech depuis la mi-2015. Cependant, ils s'en tiennent au service minimum. Ils s'en remettent aux seules dénonciations par les utilisateurs, au prétexte qu'il ne leur est pas possible de tout contrôler. C'est un peu comme si, en matière de sécurité routière, le gouvernement demandait aux usagers de dénoncer le mauvais comportement des autres au prétexte qu'il n'y aurait pas de police de la route. Il faut faire un choix et savoir si l'on rend réellement les entreprises responsables de la gestion du contenu qui passe par leur réseau ou si l'on accepte que des jeunes soient recrutés par des organisations terroristes en quelques semaines.

Alors que Daech est considéré comme un expert en manipulation médiatique, Gérard Chaliand estime que les médias font preuve d'une irresponsabilité totale en véhiculant leur message et rendent ainsi service à nos adversaires (5)**. La lutte antiterroriste doit-elle aussi passer par des mesures à l'égard des médias et du traitement de l'information ?**

Le terme « passer par des mesures à l'égard des médias » est un peu exagéré. En revanche, les médias doivent prendre conscience du problème et ont une réflexion à mener concernant leur responsabilité dans la diffusion des images, des contenus et de ce qui est la propagande de groupes terroristes comme Daech. Dans mon ouvrage, je faisais ce parallèle, certes osé, mais qui me semble tout de même assez utile en l'espèce. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il ne serait pas venu à l'idée des Américains ou des Anglais de diffuser les messages de la propagande nazie, qui cherchait à l'extrême à façonner l'image de la guerre. Aujourd'hui, j'ai un peu l'impression que l'on n'a pas pris la mesure du fait que tout ce qui est produit par Daech est de la propagande. Nous nous faisons le relais de cette propagande-là, et Gérard Chaliand a raison d'affirmer qu'il y a une part d'irresponsabilité dans le fait de diffuser ces messages et ces images. D'autre part, depuis Ben Laden, nous avons en effet créé une mythologie du combattant ennemi, de ce « héraut du djihad ». Il faut bien reconnaître que ce sont les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, qui, en personnalisant le combat contre ce Ben Laden, et en en faisant un insaisissable terroriste international, ont contribué à la mythologie du terrorisme moderne. Cette dernière nous revient en pleine face aujourd'hui, car elle est devenue un véritable message de révolte sociale. Ce tapissage idéologique contribue ainsi chaque jour à façonner un peu plus cette image comme celle de la nouvelle rébellion djihado-terroriste pour une génération de jeunes gens en Occident.

Entretien réalisé par Thomas Delage, le 23 février 2016

Photo ci-dessus :
À la suite d'une réunion organisée par la Maison-Blanche en début d'année, et sous la pression des gouvernements occidentaux, le réseau social Facebook a accepté de faire des efforts pour contrer la propagation des discours radicaux en mettant sur pied « une équipe dédiée avec une spécialiste qui se concentre sur la détection de ces comptes et s'attache à promouvoir un contre-discours ». Étaient également conviés à cette réunion, entre autres : Apple, Dropbox, Google, Microsoft et Twitter. (© nevodka)

Notes

(1) Loi antiterroriste votée par le Congrès américain et signée par George W. Bush le 26 octobre 2001, qui avait pour but « d'unir et de renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme ».

(2) Syndicat du corps de commandement de la Police nationale, l'un des deux principaux syndicats d'officiers de police français.

(3) Voir notamment : http://www.franceinter.fr/emission-le-zoom-de-la-redaction-attentats-de-janvier-2015-lune-des-plus-grandes-faillites-du-rensei.

(4) Omar Omsen, *alias* Omar Diaby, était considéré comme l'un des principaux recruteurs de djihado-terroristes français. Il est mort en août 2015 en Syrie.

(5) Gérard Chaliand, « Daech est expert en manipulation médiatique », propos recueillis par Jean-Claude Raspiengeas, *La Croix*, 16 novembre 2015.